



Comptes annuels 2023 AMCS



**Médiations et
cohésion sociale**

Groupe addap13

Bilan actif au 31 décembre 2023

ACTIF			Exercice N 31/12/2023 12 mois			Exercice N-1 31/12/2022 12 mois
			Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	27 539	17 915	9 624	12 267
		Frais de recherche et de développement				
		Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	Immobilisations corporelles	Terrains	724 751 278 460 447 370	338 073 222 812	386 678 55 648 447 370	416 858 43 930
		Constructions				
		Installations techniques, matériel et outillage industriels				
		Immobilisations corporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	Immobilisations financières	Participations et créances rattachées	305 1 197 3 958	-	305 1 197 3 958	305 5 623
		Autres titres immobilisés				
Prêts						
Autres						
Total I		1 483 580	578 800	904 780	478 982	
Actif circulant	Stocks et en-cours					
	Créances	Créances clients, usagers et comptes rattachés	747 015	-	747 015	1 327 272
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	1 233 054	28 087	1 204 967	1 090 917
	Divers	Valeurs mobilières de placement	1 302 791		1 302 791	2 775
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	2 355 175	-	2 355 175	1 239 498
		Charges constatées d'avance	2 556	-	2 556	2 492
Total II		5 640 591	28 087	5 612 504	3 662 954	
TOTAL GENERAL (I + II)		7 124 171	606 887	6 517 284	4 141 936	

ENGAGEMENTS RECUS

Legs nets à réaliser :

- acceptés par les organes statutairement compétents
- autorisés par l'organe de tutelle

Dons en nature restant à vendre

Bilan passif au 31 décembre 2023

PASSIF		Exercice N 31/12/2023 12 mois	Exercice N-1 31/12/2022 12 mois
Fonds propres	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	607 581	607 581
	Ecart de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	87 224	87 224
Fonds propres	Report à nouveau	346 156	263 503
	Excédent ou déficit de l'exercice	82 741	82 654
	Situation nette (sous total)	1 123 702	1 040 961
	Autres fonds (partie 2/2)		
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	2 794	6 173
	Provisions réglementées	41 470	41 470
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	Total I	1 167 966	1 088 604
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	1 067 977	606 083
	Total II	1 067 977	606 083
PROVISIONS	Provisions pour risques	168 902	145 064
	Provisions pour charges	2 380	0
	Total III	171 282	145 064
DETTES	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	684 312	385 037
	Emprunts et dettes financières diverses (3)	538	319
	Avances et acomptes reçus(1)		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	250 054	66 962
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	810 617	978 543
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	513 832	325 129
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	1 850 706	546 195
	Total IV	4 110 059	2 302 184
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	Ecart de conversion Passif (V)	-	-
		6 517 284	4 141 935
	Dettes sauf (1) à plus d'un an		
	Dettes sauf (1) à moins d'un an	3 486 822	1 933 143
	(2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques (3) dont emprunts participatifs		

Compte de résultat du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023

COMPTE DE RESULTAT		Exercice N 31/12/2023 12 mois	Exercice N-1 31/12/2022 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	2 329 277	2 234 401
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 875 386	2 848 773
	Produits liés à des financements réglementaires		
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
CHARGES D'EXPLOITATION	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	785 654	791 324
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 860 196	2 019 722
	Utilisations des fonds dédiés	606 083	194 354
	Autres produits	74 950	53 042
	Total I	8 531 546	8 141 616
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	433 568	481 487
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	431 214	456 102
	Salaires et traitements	4 387 381	4 584 289
PRODUITS FINANCIERS	Charges sociales	1 302 670	1 256 361
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	74 783	166 796
	Dotations aux provisions	64 956	22 800
	Reports en fonds dédiés	1 067 977	606 083
	Autres charges	646 117	465 591
	Total II	8 408 666	8 039 509
	1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	122 880	102 107
	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	10 009	12
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total III	10 009	12
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	2 380	
	Intérêts et charges assimilées	10 105	2 249
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total IV	12 485	2 249
	2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	- 2 476	2 237
	3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	120 404	99 870

AMCS - Groupe addap13
13013 MARSEILLE

Compte de résultat du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023

COMPTE DE RESULTAT		Exercice N 31/12/2023 12 mois	Exercice N-1 31/12/2022 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	16 688	21 722
	Sur opérations en capital	3 500	4 213
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total V	20 188	25 935
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	57 849	34 417
	Sur opérations en capital	2	8 735
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total VI	57 851	43 152
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		- 37 663	- 17 217
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)			
Total des produits (I + III + V)		8 561 743	8 167 564
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		8 479 002	8 084 910
EXCEDENT OU DEFICIT		82 741	82 654
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuites de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
TOTAL			

ANNEXE COMPTABLE

Annexe comptable au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2023 dont le total est de :

6 517 284 €

et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le total des charges est de :

8 479 002 €

et dégageant un résultat comptable bénéficiaire de :

+ 82 741 € €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

FAITS SIGNIFICATIFS

Patrimoine

Les travaux d'aménagement du siège social acquis en 09/2022 ont démarré en 03/2023 mais ne sont pas achevés au 31/12/2023.

En dépit du retard de démarrage des travaux, l'emprunt bancaire souscrit à la Banque Postale pour leur financement d'un montant de 330 000€ a cependant pu être débloqué en totalité en 08/2023 selon les conditions initialement négociées en 2022 et dont les caractéristiques sont les suivantes :

<p>Montant du Crédit : 330 000,00 €</p> <p>Durée du Crédit : 7 ans et 12 mois</p> <p>Montant Minimum par Tirage : 20 000,00 €</p> <p>Frais de Dossier : 330,00 €</p> <p>TEG Annuel :</p> <p>1,94 % par an pour une durée de période de 1 mois et un taux de période de 0,162 %</p>	<p>Période de disponibilité : 12 mois</p> <ul style="list-style-type: none">➤ Date de début : 31/08/2022➤ Date limite de versement : 15/08/2023➤ Taux fixe : 1,92 % l'an*➤ Base de calcul : 30 / 360➤ Commission de non-utilisation : 0,09 % l'an➤ Périodicité des échéances mensuelles, le 15 du mois calendaire➤ Amortissement : Aucun➤ Montant minimum de déblocage de 20.000,00 € (Vingt mille euros)➤ Déblocage sur le Compte de Versement avec justificatif de l'objet du financement <p>Période d'amortissement : 7 ans</p> <ul style="list-style-type: none">➤ Amortissement sur 84 mois➤ Profil à Échéances constantes à terme échu, jusqu'à complet remboursement du capital➤ Périodicité Mensuelle des échéances, le 15 du mois calendaire➤ Taux fixe : 1,92 % l'an➤ Base de calcul : 30 / 360➤ Remboursement anticipé : Indemnité actuarielle
---	---

Il est rappelé qu'aucune garantie-sureté n'a été contractée pour cet emprunt destiné au financement des travaux.

Les travaux d'aménagement réalisés au 31/12/2023 s'élèvent à 447 370€. Le budget initialement projeté à 553k€ a cependant fait l'objet d'un réajustement supplémentaire de 50 k€ approuvé par le Conseil d'Administration du 08/12/2023 compte tenu de surcoûts liés à des contraintes techniques et de prestations complémentaires demandées par l'Association.

Suite fusion-absorption de l'association ADELIES du 01/01/2021

La fusion-absorption de l'association ADELIES continue d'impacter le patrimoine, les activités de l'association AMCS.

Une provision pour dépréciation d'actif pour la totalité de la valeur nette comptable de l'ancien siège d'Adélie « le GYPTIS » a été constituée au 31/12/2022 pour un montant de – 114 516.54€ compte tenu de l'insalubrité de l'immeuble. Après conseils auprès d'un notaire et avocat concernant les valeurs immobilières dans des contextes de non solvabilité des copropriétaires, il nous avait été préconisé de se séparer du bien rapidement.

Les négociations de l'association AMCS auprès de la Mairie pour envisager une donation de l'immeuble sont toujours en cours.

Volet 1&2 Bataillons de la Prévention

L'Association s'est vu attribuer le renouvellement des financements concernant les volets 1 & 2 des Bataillons de la Prévention. Pour autant un grand nombre de postes de médiateurs n'ont pu être pourvus et les actions n'ont été que partiellement réalisées engendrant un report conséquent de fonds dédiés au 31/12/2023.

Médiation sociale éducative sur Aubagne

L'implantation supplémentaire sur le territoire d'Aubagne avec 2 médiateurs a été engagée en 2023. Pour autant, le financement de cette action reste précaire suite au désengagement du Conseil Départemental initialement prévu au budget et l'absence de contributions de bailleurs. Cette action présente un résultat déficitaire dès sa première année pleine d'activité.

France Médiation Triporteur

Cette action propose un support innovant (triporteur) pour permettre la réduction de la fracture numérique aux pieds des immeubles, elle a démarré au 4eme trimestre 2022 et la phase d'études est achevée.

Nouvelle action de **Médiation Renfort Hyper centre sur Marseille** financée par l'Etat et notifiée fin 2023 pour 80k€ avec deux médiateurs. Le démarrage de cette action est prévu en 2024.

Reconduction d'un an du marché Médiation accès numérique avec France Travail (01092023-31082024) aux mêmes conditions que le marché initial.

Méthodologie suivie

Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'événement qui sont enregistrés dans ses comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'événement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également évaluées.

Cette année, aucune perte de financement significative n'est venue grever les activités. Un nouveau dispositif de Renfort de Médiation sur l'hyper centre de Marseille a été amorcé en fin d'année. Par contre, les financements des actions extérieurs Marseille restent insuffisants : il a été décidé d'arrêter fin 2023 le dispositif de médiation sur Port de Bouc.

Nous avons donc des points de vigilance pour les perspectives 2024 avec l'incertitude de renouvellements de certains financements sur Marseille (Bataillons notamment) et des niveaux de financements insuffisants sur les extérieurs.

ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Patrimoine

Les travaux d'aménagement du siège social se sont achevés sur le premier trimestre 2024. A ce jour, le montant des travaux estimés se décomposent comme suit :

- Travaux Agencements : 588 400.56€
- Mobilier : 3 886.93€
- Rémunération Architecte : 57 216.16€, soit un total de 649 503.65€ TTC.

Garde Régionale des Lycées : fusion des actions Médiation de la Rue au Lycée (dispositif PRMSE) et Projet Expérimental Régional avec le marché Médiation aux abords des Lycées (Médiation Mobile) à compter du 01092024 financée en totalité par subvention par le Conseil Régional et ce pour la période 2024-2028 avec 54 médiateurs.

Médiation Bailleurs Hors Marseille :

- Arrêt de l'action Médiation Port de Bouc en 2024.
- Réduction de l'action Médiation Aubagne avec 1 médiateur

L'Association AMCS-Groupe Addap13 est certifiée depuis l'automne 2021 : **norme AFNOR XP X 60-600 Médiation sociale**. Un audit de renouvellement assuré par France Médiation a eu lieu en avril 2024 et confirme que AMCS Groupe Addap13 répond aux exigences de la certification médiation **AFNOR XP X 60**.

RÉSULTAT DE L'EXERCICE





Le résultat de l'exercice est issu de la contraction entre les produits et les charges.

Au 31 décembre 2023 le résultat global définitivement acquis par l'association est un bénéfice de :




+ 82 741€

Ce résultat sera proposé au vote de l'assemblée générale de l'association, sur proposition du conseil d'administration.

Les éléments les plus significatifs qui ont eu un impact sur les comptes et qui expliquent le résultat de l'exercice sont les suivants :

-  Pour la deuxième année consécutive, la raréfaction de la Covid n'a pas impacté le niveau de facturation des marchés TER et France Travail qui reste globalement stable par rapport à l'exercice 2022. Ces deux actions restent donc largement excédentaires au même niveau qu'en 2022.
-  Le dispositif de la médiation aux abords des lycées (Médiation Mobile) a été impacté positivement pour la deuxième année complète aux nouvelles conditions d'exécution et de financement prévues par la commande qui a démarré en septembre 2021. Le niveau de facturation est plus élevé qu'en 2022 car la baisse des absences est encore plus marquée qu'en 2022. De plus les salariés initialement affectés au dispositif ont été mobilisés sur d'autres dispositifs pendant les vacances scolaires. Son résultat est donc excédentaire comme en 2022.
-  Déploiement d'une nouvelle action de Médiation Renfort hyper centre sur Marseille financée par l'Etat pour 80k€ sur 12 mois.
-  Au 31 décembre 2021, l'association AMCS a procédé, pour la première fois, à la comptabilisation partielle de la provision pour indemnité de fin de carrière en reprenant la provision constituée par l'association ADELIES. Si la variation n'était pas significative fin 2022, cette année la variation traduit une charge de +37k€.

En revanche, il est à noter des points de fragilités pour lesquels des actions correctives doivent être recherchées :

-  Une insuffisance de financements sur toutes les actions de médiation hors Marseille. Les financements sont globalement en baisse et ne suffisent pas à couvrir les dépenses de ces actions : le décrochage s'accroît.
-  Une forte augmentation de l'utilisation des fonds dédiés qui porte principalement sur l'action des Bataillons 1&2.
-  Des difficultés de recrutement sur le métier de médiateurs qui impactent la plupart des dispositifs

- Des diminutions des aides aux contrats-aidés et des incertitudes quant à la pérennité de certains contrats aidés (adultes-relais notamment) couplées à des réévaluations salariales attendues au niveau de la Convention Collective dont le financement reste incertain.

Globalement, la forte progression de l'utilisation des fonds dédiés et dans une moindre mesure l'augmentation des niveaux de financements ont suffi à couvrir l'augmentation équivalente des charges des dispositifs, ce qui explique le résultat bénéficiaire de cette année au même niveau que celui de 2022.

L'analyse par action fait apparaître les points suivants :

- Volet 1 & 2 des Bataillons de la Prévention

La totalité des postes du volet 1 des Bataillons n'a pas pu être maintenu en 2023. Des départs de salariés et les carences de postes induites le temps de leur remplacement (difficultés de recrutement) ont impacté le dispositif. Les ressources non utilisées en 2023 augmentent donc pour atteindre un montant de 184 312.84 € (+56 k€ par rapport à 2022) et ont été reportées sur 2024.

Il s'agit de la première année pleine du dispositif du volet 2 Des bataillons de la prévention. D'un effectif initialement prévu pour 30 médiateurs, ce dispositif comptait toujours fin 2023 que 5 médiateurs sur les 30 initialement prévus. En conséquence, le montant des ressources non utilisées passe de 451 193.46€ constaté au 31/12/2022 à 869 730.78 € au 31/12/2023 et a été reporté sur l'exercice 2024.

- Les trois dispositifs de type marché public qui dégagent des résultats excédentaires sont la médiation dans le TER, la médiation aux abords des Lycées (Médiation Mobile) et la médiation dans les agences France Travail (médiation numérique).
- Le déficit de la Médiation aux abords des Collèges augmente cette année. Nos actions interviennent sur un nombre plus restreint de collèges que le précédent marché et un taux d'absence plus élevé qu'en 2022. Les prestations sont donc en baisse. Cette baisse a été atténuée par les prestations de frais de coordination (5% de la commande facturée) que nous appliquons pour deux des lots où nous sommes mandataire. Pour autant les nouvelles clauses de pénalité, principalement sur les absences de médiateurs, ont minoré l'impact des nouvelles prestations liées aux frais de coordination. Globalement, les financements de cette action sont à la baisse et ne sont pas suffisants pour atteindre l'équilibre. Le positionnement sur ce dispositif du département reste stratégique.
- Le déficit de la Médiation sociale Marseille dans les quartiers prioritaires de Marseille diminue en 2023. La réalisation de prestations supplémentaires en 2023 (Enedis, intervention pendant la Coupe de Monde de Rugby notamment) couplée à une augmentation de la subvention de la Ville de Marseille ont

permis de réduire l'impact des baisses de financements constatées en 2022 (fin du dispositif annexe des Tuileries, intégration de l'ancien dispositif Littoral, arrêt de financement d'un bailleur).

- La médiation De la rue au lycée (dispositif PRMSE du Conseil Régional) termine de nouveau l'année avec un déficit qui s'accroît en 2023. Pourtant, ce dispositif a bénéficié d'un léger accroissement de son conventionnement (+13 k€) ainsi que du déploiement, à compter de 09/2023, d'une nouvelle action de prévention éducative conduite par un éducateur spécialisé « Projet expérimental Région » adossée à une nouvelle subvention du Conseil Régional (+26.7 k€ rattachée en 2023 sur les 80 k€ notifiés). L'accroissement de ces financements en 2023 n'ont pas suffi à compenser le poids de l'augmentation des charges de personnel tout particulièrement la hausse du coût des contrats d'apprentissage (baisse de l'aide de l'état, revalorisation du point, revalorisation du salaire minimum conventionnel des apprentis).
- L'action d'accès aux droits en partenariat avec l'association ASMAJ est à l'équilibre en 2023.
- La médiation bailleurs hors Marseille (Ciotat, Miramas, Port-de-Bouc, Martigues et Arles) termine l'exercice avec un résultat déficitaire qui se creuse. Sur ces actions le niveau des financements n'est pas suffisant pour couvrir les dépenses des actions. Le désengagement du Conseil Régional sur les actions Arles, Ciotat, Miramas couplé à la baisse de subventions (Ciotat et Miramas) sont à l'origine de l'aggravation du déficit.

I - MODIFICATIONS INTERVENUES AU COURS DE L'EXERCICE

- **Changement de Méthode d'évaluation**

Aucun changement notable n'est intervenu au cours de l'exercice.

- **Changement de méthode de présentation**

Aucun changement notable n'est intervenu au cours de l'exercice.

- **Changement de méthode d'enregistrement comptable**

Aucun changement notable n'est intervenu au cours de l'exercice.

II- CARTE D'IDENTITÉ DE L'ASSOCIATION

L'objet social de l'association

Issue des activités antérieures de l'association addap13, l'AMCS met en œuvre dans le département des Bouches-du-Rhône des programmes de médiation sociale en

tant que processus de création et de réparation du lien social et de règlement des conflits de la vie quotidienne. Elle contribue de ce fait, et via des projets collectifs, au développement de la cohésion sociale sur ses périmètres d'intervention. Elle est certifiée depuis l'automne 2021 (norme AFNOR XP X 60-600 Médiation sociale). Un audit de renouvellement assuré par France Médiation a eu lieu en avril 2024 et confirme que AMCS Groupe Addap13 répond aux exigences de la certification médiation **AFNOR XP X 60**.

Elle compte fin 2023 160 médiateurs intervenant dans l'ensemble du département.

Nature et périmètre des activités et missions sociales

Les programmes de médiation sociale menés par l'AMCS se répartissent principalement entre les grands périmètres suivants :

- Quartiers prioritaires.
- Établissements scolaires (écoles, collèges et lycées).
- Transports (TER Aix Marseille).
- Etablissements recevant du public (MDS et Pôle emploi).
- Espaces publics spécifiques (littoral marseillais en saison estivale).

En lien avec les valeurs et les objectifs du groupement associatif, les actions de l'AMCS participent à :

- La restauration du lien social.
- La résolution des conflits de la vie quotidienne.
- Le traitement social des phénomènes de rupture et d'isolement.
- Le développement social local.
- L'ouverture à des projets : accès au droit, numérique, éco-citoyenneté...
- La professionnalisation de la médiation sociale (formations en alternance...).

Pour ce faire, les professionnels de terrain :

- Assurent une présence active de proximité dans les périmètres d'intervention.
- Préviennent et gèrent les situations conflictuelles et les incivilités.
- Informent, orientent et sensibilisent les usagers.
- Participent à une veille sociale et technique territoriale.
- Mettent les usagers en relations avec les partenaires adaptés aux situations.
- Facilitent les relations entre les personnes et les institutions.
- Assurent un suivi des situations d'isolement (entretiens, visites à domicile...).
- Favorisent des projets collectifs renforçant les liens positifs entre les personnes.

MOYENS MIS EN ŒUVRE

Les activités de l'association sont menées sous la responsabilité du directeur d'association.

A Marseille le grand service Médiations Marseille dispose d'un local dédié (médiation sociale urbaine, écoles/littoral et collèges) ; les médiateurs lycées et les renforts des Bataillons sont intégrés aux services de prévention spécialisée. Dans les Bouches-du-Rhône hors Marseille les équipes de médiation travaillent également de manière mutualisée avec les équipes de prévention spécialisée (locaux et encadrement).

Les fonctions support de l'association sont mutualisées avec le Groupement associatif (siège partagé) : ressources humaines, paie, comptabilité, gestion administrative, juridique, informatique et communication.

Il est rappelé cependant que depuis 2022, l'association AMCS compte parmi ses effectifs un responsable paye et un responsable administratif et financier pour pourvoir à l'accroissement administratif des activités. En 09/2023, AMCS a recruté en contrat d'apprentissage un assistant informatique pour pourvoir à la dématérialisation accrue des traitements administratifs de la Médiation et soutenir ainsi le service mutualisé informatique du Groupement associatif.

III - RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 et 121-5 du plan comptable général 2018.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code du commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que des règlements ANC 2014-03 et 2018-06.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a - Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue, à compter de la date d'acquisition.

L'association a réalisé une analyse de son actif immobilisé conduisant aux points suivants :

- Il n'a pas été identifié de composant d'une valeur significative.
- La durée d'amortissement pratiquée ne fait apparaître aucun écart significatif avec la durée d'utilisation réelle des biens.

La durée d'amortissement retenue du nouveau local de Frais Valon est de 30 ans. Au 31 décembre 2023, il a été maintenu la provision pour dépréciation d'actif pour une valeur de 114 516.54€ concernant l'ancien local de l'association Adélie compte tenu de l'insalubrité de l'immeuble.

-

Base amortissable des biens immobilisés

Par ailleurs, concernant les biens immobiliers détenus par l'association, aucune valeur résiduelle n'a été retenue au 31 décembre 2023 dans la mesure où ces biens ne sont pas des immeubles de placement. Ils sont utilisés par l'association pour les besoins de son activité (base de service) et n'ont pas pour vocation d'être cédés.

Modalités d'amortissement

Date : En principe, l'amortissement est pratiqué à compter de la date de mise en service du bien.

Mode : Amortissement linéaire.

Durées : Le choix des durées est fait dans le respect de l'usage normal des immobilisations et en fonction des spécificités des activités. Les durées applicables sont les suivantes :

DÉSIGNATION	DURÉE MINIMUM	DURÉE MAXIMUM
Concessions, brevets licences	2	5
Autres Immobilisations incorporelles	2	3
Construction ensemble immobiliers	15	30
Installations générales, agencements, aménagement des constructions (IGAAC)	10	10
Matériel & outillage prévention	2	6
Matériel & outillage services généraux	2	5
Installations générales, agencements, aménagements divers (IGAAD)	7	10
Matériel de transport	2	5
Matériel de bureau	2	10
Matériel informatique	2	5
Mobilier	5	10
Autres immobilisations corporelles	5	5

Immobilisations en cours

Les travaux d'aménagement du nouveau local de Frais Valon ne sont pas achevés au 31/12/2023 ; il a donc été porté en immobilisations en cours la somme de 447 370€ correspondant aux travaux réalisés à cette date.

b - Subventions d'équipement

Les subventions sont comptabilisées dans les comptes 131 « Subventions d'équipement », puis font l'objet d'une reprise au compte de résultat par le crédit du compte 777 « Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice ». Elles sont reprises au prorata de la quote-part des amortissements pratiqués sur l'immobilisation ainsi financée.

c- Provision pour indemnité de fin de carrière

Cette provision est destinée à couvrir le coût des indemnités de fin de carrière conventionnelles des salariés de l'association AMCS-Groupe addap13 conformément aux dispositions de l'avis n° 2000-A du Conseil national de la comptabilité.

La provision a été calculée de la manière suivante :

Provision pour indemnité de départ à la retraite =

$$\begin{array}{ccccc} D & & x & & P & & x & & A \\ \text{Droits acquis par le} & & & & \text{Probabilité de versement} & & & & \text{Actualisation} \\ \text{personnel} & & & & \text{de ces droits} & & & & \end{array}$$

et correspond au montant total de l'engagement de retraite des salariés présents au 31 décembre 2023.

Indemnité de fin de carrière

L'association AMCS-Groupe addap13 n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Le montant des indemnités de retraite conventionnelles des salariés de l'association présents au 31 décembre 2023 est présenté ci-après.

Les hypothèses retenues pour l'évaluation des engagements sont les suivantes :

- Les droits acquis sont pris en compte pour le personnel en contrat à durée indéterminée.
- La probabilité que l'association a de verser ces droits est la combinaison de deux probabilités :
 1. Celle d'être en vie à la date de la retraite, déterminée à partir des tables de mortalité. La table de mortalité retenue est la table Ined 2011-2013.
 2. Celle d'être présent dans la structure à la date de la retraite, évaluée à partir des statistiques de turn-over en fonction du statut des salariés (éducateurs, administratifs ou cadres).
- Le taux d'actualisation retenu est de 3.20 %.
- Le taux d'évolution annuelle de la masse salariale est de 1%.

L'âge de départ à la retraite retenu est 67 ans, à l'initiative du salarié.

L'engagement de retraite est déterminé à partir des dispositions de la convention collective de 1966, pour chaque catégorie.

L'engagement de départ à la retraite est de 244 435 € pour les années 2024-2065.
Par décision du conseil d'administration, cette provision est partiellement comptabilisée, en effet il a été décidé de provisionner le montant total des droits

acquis pour les salariés qui partiront à la retraite exclusivement sur les 14 prochaines années soit entre 2024 et 2037. Le montant de la provision comptabilisée s'élève donc à 115 370 €.

Ainsi, l'engagement de l'association au 31 décembre 2023 de 115 370 €, charges incluses se ventile comme suit :

- Personnel éducatif : 15 492 €
- Personnel administratif et cadres : 99 879 €
-

La variation de la provision retraite entre 2023 et 2022 s'élève à +37 311€.

.

d - Autres subventions publiques

Les subventions attribuées par les autres personnes publiques et liées à des actions spécifiques sont inscrites au Compte de résultat dès l'engagement pris par la collectivité.

La différence entre les fonds attribués et les dépenses engagées constitue un engagement restant à réaliser positionné au passif du bilan sous la rubrique « Fonds dédiés ».

e - Contributions financières

Le règlement ANC n° 2018-06 reconnaît la spécificité des ressources d'exploitation des organismes non lucratifs. Les financements alloués par les bailleurs sociaux et les autres organismes de droit privé sont qualifiés de « contributions financières ». Depuis le 1^{er} janvier 2020, ces recettes sont comptabilisées dans des comptes distincts de la ligne « contributions financières » au lieu de la rubrique « subventions ». La notion de fonds dédiés n'est pas systématiquement applicable à cette catégorie de ressources.

f – Compte épargne temps

L'Association AMCS-Groupe addap13 suit la même réglementation que le Groupe addap13.

L'association Groupe addap13 a signé un accord d'entreprise portant sur le compte épargne temps en date du 5 avril 1996. Cet accord a été actualisé par l'accord d'entreprise du 15 mai 2000 et l'accord d'entreprise du 25 février 2010.

Le compte épargne temps est alimenté par :

- Le report des congés payés annuels en sus des 24 jours ouvrables, dans la limite de 5 jours par an et des congés conventionnels pour activité dans la limite de 6 jours.
- L'affectation des jours acquis au titre de la réduction du temps de travail, dans la limite de 12 jours par an.

Ainsi, la totalité des jours affectés au compte épargne temps ne peut excéder 15 jours par an.

Le compte épargne temps peut être utilisé pour indemniser des temps d'absence. Il peut également être utilisé par des salariés de plus de 50 ans désirant cesser leur activité de manière progressive ou totale.

La durée du congé pris à ce titre ne peut être inférieure à un mois sauf exception et supérieur à 11 mois sauf dans l'hypothèse d'un départ anticipé à la retraite où la durée du congé peut être supérieure.

Sur demande expresse du salarié, l'ensemble des droits affectés sur le compte épargne temps, à l'exception des congés payés légaux, peut être utilisé afin de compléter la rémunération du salarié.

Le compte épargne temps a évolué comme suit au cours des cinq derniers exercices :

Exercice	Nombre de jours au 31/12	Dettes envers les salariés au 31/12
2019	274,00	58 160,00
2020	296,00	70 077,08
2021	271,50	70 995,31
2022	428,64	126 154,24
2023	295,00	88 011,34

La valorisation des jours positionnés sur le compte épargne temps est réalisée en tenant compte de l'évolution de la valeur du point. Ainsi au 31 décembre 2023 le calcul a été réalisé avec une valeur du point égale à 3.93 €.

A ce jour la gestion financière du compte épargne temps est assurée par :

1. La trésorerie placée

La trésorerie de l'association au 31 décembre 2023 permet d'assurer la représentation financière des jours épargnés par les salariés.

Par rapport à l'exercice 2022, la dette envers les salariés au 31 décembre 2023 a diminué de – 38 143€. Pour autant, pour l'année 2022 une anomalie a été constatée en 2023, le nombre de jours à retenir aurait dû être de 229.14 jrs pour une dette de 66 286€. Ces éléments pris en compte, la dette envers les salariés au 31 décembre 2023 a augmenté de + 21 725€ par rapport à l'année 2022 corrigée.

2. Le groupe Malakoff Médéric

Création d'un plan Épargne salariale en 2017 disposant d'un volet d'épargne retraite collectif – PERCO.

Il est alimenté par les versements de droits acquis au titre du compte épargne temps dans la limite de 10 jours par an.

Le montant versé est égal à 3 955.15€.

Ces fonds sont placés sur des Fonds communs de placement en fonction de l'âge de départ à la retraite probable des porteurs de parts.

Au 31 décembre 2023, ces placements représentent la valeur de 31 187.92 €.

g – Provision congés à payer

Au 31 décembre 2023, la provision pour congés à payer est égale à 454 240 €, soit une augmentation par rapport à l'exercice 2022 de 18 642 €.

L'évolution de cette provision au cours des cinq derniers exercices est la suivante :

Exercice	Provision congés payés au 31/12
2019	217 984,00
2020	222 558,00
2021	377 816,00
2022	435 598,18
2023	454 240,50

IV - NOTES SUR LE BILAN

4.1 - Tableau de variation des immobilisations.

4.2 - Tableau des amortissements.

4.3 - Tableau de variation des fonds propres.

4.4 – Tableau des fonds dédiés.

4.5 - Tableau de variation des provisions.

4.6 - Tableau des échéances des créances et des dettes.

4. 1 - TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS 2023

	Valeur brute 31/12/2022	Acquisitions ou apports	Cessions et hors service	Virements poste à poste	Valeur brute Fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
- Concessions brevets licences	26 602,62	936,00			27 538,62
- Autres immo incorporelles (Logiciels)	0,00				0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
- Constructions Ensembles Immobiliers	714 637,45				714 637,45
- Installations générales - Agencements Aménagements des constructions	10 114,01				10 114,01
- Constructions sur sol d'autrui IGGA	0,00				0,00
- Matériel et outillage de prévention	5 385,46				5 385,46
- Matériel et outillage nautique	0,00				0,00
- Matériel et outillage, services généraux	1 077,47				1 077,47
- Installations générales, agencements, aménagements divers	58 409,61				58 409,61
- Matériel de transport	127 762,25	27 447,99			155 210,24
- Matériel de bureau	22 252,08				22 252,08
- Matériel informatique	18 906,84	3 854,60	689,90		22 071,54
- Mobilier	9 962,95	2 264,63			12 227,58
- Materiel Services Generaux	0,00				0,00
- Autres immobilisations corporelles	1 826,48				1 826,48
SOUS TOTAL	996 937,22	34 503,22	689,90	0,00	1 030 750,54
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	0,00	447 369,68	0,00	0,00	447 369,68
TOTAL GENERAL	996 937,22	481 872,90	689,90	0,00	1 478 120,22

4.2 - TABLEAU D'AMORTISSEMENTS 2023

	VALEUR D'ACHAT	AMORTISSEMENT	AMORTISSEMENT CUMULE	VALEUR RESIDUELLE
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
- Concessions brevets licences	27 538,56	3 578,30	17 914,72	9 623,84
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
- Constructions Ensembles Immobiliers	714 637,45	29 972,60	214 682,68	499 954,77
- Installations générales - Agencements Aménagement des constructions	10 114,01	207,35	8 873,73	1 240,28
- Constructions sur sol d'autrui IGGA				
- Matériel et outillage de prévention	5 385,46		5 385,46	0,00
- Matériel et outillage nautique				
- Matériel et outillage, services généraux	1 077,47	54,61	1 077,47	0,00
- Installations générales, agencements, aménagements divers	58 409,61	850,40	57 892,73	516,88
- Matériel de transport	155 210,23	13 572,03	112 911,65	42 298,58
- Matériel de bureau	22 252,08	1 409,48	19 061,92	3 190,16
- Matériel informatique	22 071,57	5 141,10	19 059,41	6 012,13
- Mobilier	12 227,58	455,34	9 899,26	2 328,32
- Materiel Services Generaux				
- Autres immobilisations corporelles	1 826,48	365,29	524,42	1 302,06
	1 030 750,50	55 606,50	467 283,45	566 467,02

4.3 - TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES 2023

	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres fonds propres sans droit de reprise	12 000,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
Apport sans droit de reprise réorganisation	307 045,01	0,00	0,00	0,00	307 045,01
Apport sans droit de reprise adéliés	288 536,47	0,00	0,00	0,00	288 536,47
Subventions d'investissement biens renouvelables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds propres sans droit de reprise	607 581,48	0,00	0,00	0,00	607 581,48
Fonds associatifs avec droit de reprise					0,00
Fonds propres avec droit de reprise					0,00
Ecart de réévaluation sur biens sans droit de reprise					0,00
Ecart de réévaluation sur biens avec droit de reprise					0,00
Réserve de trésorerie	87 223,61				87 223,61
RESERVES	87 223,61	0,00	0,00	0,00	87 223,61
RAN Excédent	508 207,09	82 653,56			590 860,65
RAN Déficit	-244 704,39				-244 704,39
Résultat non encore affecté	0,00				0,00
Report à nouveau	263 502,70	82 653,56	0,00	0,00	346 156,26
Résultat de l'exercice excédent	82 653,56	-82 653,56	82 741,44		82 741,44
Résultat de l'exercice déficit	0,00				0,00
Résultat de l'exercice	82 653,56	-82 653,56	82 741,44	0,00	82 741,44
Situation nette	1 040 961,35	0,00	82 741,44	0,00	1 123 702,79
Fonds propres consommables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Valeur des biens apportés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Valeur des biens apportés inscrite au compte de résultat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Subvention d'investissement	20 118,83			-7 787,75	12 331,08
Subvention d'investissement inscrite au compte de résultat	-13 945,66		-3 379,06	7 787,75	-9 536,97
Subventions d'investissement	6 173,17	0,00	-3 379,06	0,00	2 794,11
Provision renforcement BFR	41 470,00				41 470,00
Réserves des plus values nettes d'actif	0,00				0,00
Provisions règlementées	41 470,00	0,00	0,00	0,00	41 470,00
Droit des propriétaires - Comodat	0,00				0,00
TOTAL	1 088 604,52	0,00	79 362,38	0,00	1 167 966,90

4.4 - TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DEDIES 2023

PROJETS	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont FD correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION							
053390200030 Genouillade 2022	599,55	0,00	599,55	0,00	0,00	0,00	0,00
050023000000 Bataillons 1 2022	127 481,58	0,00	127 481,58	0,00	0,00	0,00	0,00
050024000000 Bataillons 2 2022	451 193,46	0,00	451 193,46	0,00	0,00	0,00	0,00
05004221002 PRMSE M 2022	8 456,82		8 456,82	0,00	0,00	0,00	0,00
051231000000 Aubagne 2022	18 351,97	0,00	18 351,97	0,00	0,00	0,00	0,00
053390200030 Genouillade 2023	0,00	599,55	0,00	0,00	0,00	599,55	0,00
050023000000 Bataillons 1 2023	0,00	184 312,84	0,00	0,00	0,00	184 312,84	0,00
050024000000 Bataillons 2 2023	0,00	869 730,78	0,00	0,00	0,00	869 730,78	0,00
050045100000 Médiation Marseille Hyper Centre 2023	0,00	13 333,33	0,00	0,00	0,00	13 333,33	0,00
SOUS-TOTAL I	606 083,38	1 067 976,50	606 083,38	0,00	0,00	1 067 976,50	0,00
CONTRIBUTIONS FINANCIERES D'AUTRES ORGANISMES							
	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOUS-TOTAL II	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC							
	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOUS-TOTAL III	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL I+II+III	606 083,38	1 067 976,50	606 083,38	0,00	0,00	1 067 976,50	0,00

4.5 - TABLEAU DE VARIATION DES PROVISIONS 2023

PROVISION	SOLDE AU 31.12.22	DOTATION	REPRISE	SOLDE AU 31.12.23
Dépréciation actif immobilisé	114 516,54	0,00	0,00	114 516,54
SOUS TOTAL	114 516,54	0,00	0,00	114 516,54
Dépréciation compte de tiers	8 909,57	19 177,26	0,00	28 086,83
SOUS TOTAL	8 909,57	19 177,26	0,00	28 086,83
Charges liées aux licenciements				
Indemnités fin de carrière	78 059,50	37 310,95		115 370,45
Provisions pour risques	67 004,00	27 645,00	41 117,00	53 532,00
Litiges				
Provisions pour impôts	0,00	2 379,88	0,00	2 379,88
SOUS TOTAL	145 063,50	67 335,83	41 117,00	171 282,33
Congés payés	435 598,18	454 240,50	435 598,18	454 240,50
Compte épargne temps	126 154,24	88 011,34	126 154,24	88 011,34
Augmentation valeur du point	119 804,29		119 804,29	0,00
SOUS TOTAL	681 556,71	542 251,84	681 556,71	542 251,84
TOTAL GENERAL	950 046,32	628 764,93	722 673,71	856 137,54



-93 908,78

4.6 - ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES 2023

Etat des créances	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'un an		Total
Prêts	1 197,00	1 197,00			1 197,00
Autres immobilisations financières	3 958,00	3 958,00			3 958,00
Clients douteux ou litigieux	0,00	0,00			0,00
Autres créances clients	747 015,00	747 015,00			747 015,00
Personnel et comptes rattachés	2 236,00	2 236,00			2 236,00
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	0,00	0,00			0,00
Autres impôts, taxes et versements assimilés	0,00	0,00			0,00
Divers Etat et autres collectivités publiques	998 836,00	998 836,00			998 836,00
Débiteurs divers	231 981,00	231 981,00			231 981,00
Charges constatées d'avance	2 556,00	2 556,00			2 556,00
TOTAL	1 987 779,00	1 987 779,00	0,00	0,00	1 987 779,00
Montant des prêts accordés en cours d'exercice					
Etat des dettes	Montant Brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Emprunts dettes crédit à 1 an max à l'origine	0,00	0,00			0,00
Emprunts dettes crédit à plus d'1 an à l'origine	684 312,00	61 075,00	256 483,00	366 754,00	684 312,00
Emprunts dettes financières divers	538,00	538,00			538,00
Fournisseurs et comptes rattachés	250 054,00	250 054,00			250 054,00
Personnel et comptes rattachés	385 559,00	385 559,00			385 559,00
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	317 317,00	317 317,00			317 317,00
Autres impôts et taxes assimilés	107 741,00	107 741,00			107 741,00
Autres dettes	513 832,00	513 832,00			513 832,00
Produits constatés d'avance	1 850 706,00	1 850 706,00			1 850 706,00
TOTAL	4 110 059,00	3 486 822,00	256 483,00	366 754,00	4 110 059,00
Emprunts souscrits en cours d'exercice	330 000,00				

V - ENGAGEMENTS HORS BILAN

Contributions volontaires en nature.

Au 31 décembre 2023, l'association ne bénéficie pas de contributions volontaires en nature.

VI - AUTRES INFORMATIONS

- Effectif en personnels au 31 décembre 2023 :

(Contrats à durée indéterminée)

	AMCS	Refacturation Groupe Addap13	TOTAL
CADRES	14	8	22
NON CADRES	72	5	77
TOTAL	86	13	99

- Effectif en ETP au 31 décembre 2023 :

(CDI et CDD)

	AMCS	Refacturation Groupe Addap13	TOTAL
CADRES	14	4,7	18,7
NON CADRES	160,66	1,41	162,07
TOTAL	174,66	6,11	180,77

FONDS DE ROULEMENT

Le fonds de roulement (FR) correspond à la différence entre les ressources stables (fonds propres et dettes à moyen et long termes) et les actifs immobilisés. Le besoin en fonds de roulement (BFR) correspond à la différence entre les emplois (les créances) de l'exploitation et les ressources (les dettes) de l'exploitation.

L'excédent de FR sert à financer le BFR. Le reliquat du FR sur le BFR contribue à alimenter la trésorerie nette.

	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023
+ Fonds propres & dédiés	925	764	1 204	1 695	2 236
+ Emprunts	0	0	0	385	685
- Immobilisations nettes	27	64	225	479	905
- Créances affectées aux immobilisations	0	0	0	0	0
Fonds de roulement	898	700	979	1 601	2 016
+ Créances d'Exploitation	1 174	1 288	2 066	2 418	1 952
+ Charges constatées d'avance	3	0	10	2	3
- Provisions risques et Charges	93	23	154	145	171
- Dettes fournisseurs	13	16	53	67	250
- Dettes fiscales et sociales	422	451	751	979	811
- Autres dettes	251	456	440	325	514
- Produits constatés d'avance	376	285	526	546	1 851
Besoin en fonds de roulement normatif	22	57	152	358	-1 642
Trésorerie active	878	643	826	1 242	3 658
Trésorerie passive	0	0	0	0	0
Trésorerie nette	878	643	826	1 242	3 658

T au 31/12

Dispo/Tot chges expl hors dotat FD*365=nb jours

59,56	47,05	60,86	117,11
1,92	1,52	1,96	3,78

L'augmentation du fonds de roulement s'explique par :

- L'accroissement des fonds dédiés du dispositif des bataillons,
- L'augmentation du patrimoine de l'association AMCS suite au démarrage des travaux de transformation du local de l'ancienne pharmacie de Frais Vallon, situé sous le siège social du Groupe. Ces travaux sont pour partie (330 000 €) financés par recours à l'emprunt auprès de la Banque postale.

La trésorerie nette est la différence entre les disponibilités et les dettes financières à court terme. La trésorerie nette de l'association au 31 décembre 2023 est égale à 3 657 965 €.

Par rapport à l'exercice précédent, le niveau de la trésorerie a augmenté et permet d'assurer le bon fonctionnement de l'association. La trésorerie nette moyenne permet à l'association de fonctionner pendant 3.78 mois.

Cette augmentation provient principalement :

- De l'encaissement en décembre 2023 des subventions 2024 de l'Etat pour les dispositifs Bataillons 1 et 2 et Renfort Médiation Marseille Hyper Centre
- Du rattrapage des encaissements du marché Médiationaccès numérique « France Travail » de 2021 et 2022, et de versements plus réguliers en 2023 sur l'ensemble des marchés (France Travail, Collèges CD13 notamment).

L'Association a souscrit deux comptes à terme en 2023 selon les conditions suivantes :

	Montant	Période	Taux (*)
CAT 6 MOIS	500 K€	03/2023-02/2024	3,70%
CAT 12 MOIS	800K€	12/2023-12/2024	3,60%

(*) : avant impôt - Impôt : 24%

INFORMATIONS SUR LES SUBVENTIONS

La répartition des subventions par financeurs est la suivante :

Autorités administratives	Montant
État	1 423 701,33 €
Conseil régional	828 898,02 €
Conseil départemental	5 000,00 €
Communes	536 787,00 €
Intercommunalité	16 000,00 €
Métropole AMP	65 000,00 €
Total	2 875 386,35 €

INFORMATIONS SUR LES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Le règlement ANC 2018-06 précise que la fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice dans un compte « Produits comptabilisés d'avance ».

En 2023, la répartition par projet est la suivante :

Projets	Montant
Lycées an 3 23/24 hors Marseille	265 299,33 €
Lycées an 3 23/24 Marseille	287 056,66 €
Bataillons 2024	1 170 000,00 €
Lycées Expérimentation intervention éducative	53 333,33 €
Renfort Médiation Hyper Centre	66 666,67 €
Journées à la Montagne -Quartier Hiver	7 000,00 €
Genouillade Arles	1 350,00 €
Total	1 850 705,99 €

INFORMATIONS SUR LES PRODUITS A RECEVOIR

Montant des produits à recevoir incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances usagers et comptes rattachés	90 924,99 €
Autres créances	164 835,47 €
Total	255 760,46 €

Le montant des créances usagers concerne la facturation du dernier trimestre du marché TER et d'une prestation supplémentaire réalisée lors de la Coupe du Monde de Rugby auprès de la SNCF. La mise en place par la SNCF d'un nouveau site de dématérialisation des factures est à l'origine de ce décalage de facturation.

La totalité des créances anciennement inscrites à la clôture de l'exercice 2022 pour le marché France Travail ont pu être facturées en 2023.

Les autres créances concernent :

- Les versements des aides de l'État pour les contrats d'apprentissage (3.8k€) et les contrats adultes relais (57.4k€).
- Les remboursements de frais de formation (98.4k€)
- Une subvention de la Métropole pour le dispositif d'Aubagne (5k€)

INFORMATIONS SUR LES CHARGES A PAYER

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 084,67 €
Dettes fiscales et sociales	543 743,14 €
Autres dettes	639,55 €
Total	556 467,36 €

INFORMATIONS SUR LES PRODUITS EXCEPTIONNELS

Montant des produits exceptionnels	Montant
Autres Produits Exceptionnels	227,70 €
Produits sur exercices antérieurs	16 460,26 €
Produits Cession éléments d'actifs	50,00 €
Quote-part subventions d'investissement	3 379,06 €
Produits exceptionnels	70,00 €
Produits exceptionnels PAS	0,52 €
Reprise s/provision pour risques et charges	0,00 €
Total	20 187,54 €

Les produits sur exercices antérieurs représentent l'essentiel des produits exceptionnels, ils se décomposent comme suit :

Prestations 2022 ENEDIS	13 500 €
Subvention CDV Aubagne 2022	5 000 €
Adélies régularisations 2020 et 2021 : (fonction tutorale non perçue, trop perçu salarié et ij cpam...)	-5 302,38 €
Régularisation aide apprenti et AR 2022	2 393,31 €
Trop versé fournisseur	418,81 €
Trop perçu salarié	262,56€
Divers	187,96€

INFORMATIONS SUR LES CHARGES EXCEPTIONNELLES

Montant des charges exceptionnelles	
Pénalités, amendes	16 412,32 €
Autres charges exceptionnels	1 988,81 €
Charges sur exercices antérieurs	39 447,82 €
Val comptable des éléments d'actifs cédés	0,23 €
Charges exceptionnelles PAS	1,33 €
Total	57 850,51 €

Les charges exceptionnelles sont principalement composées :

- Des charges exceptionnelles sur exercices antérieurs (39.4k€) qui se décomposent comme suit :

Perte Nexity 2019 MSU	30 582,00 €
Perte MH 2020 MSU -Adélie	1 880,00 €
Perte SFHE 2019 Miramas 2019	651,00 €
Honoraire fusion Adélie	2 500,00 €
Cautions perdues Adélie	1 675,00 €
Régularisation refacturation Addap13 charges	241,22 €
Pénalité Collège 2022	300,00 €
Pénalité Urssaf 2022	55,00 €
Régularisation aide apprenti 2022	666,66 €
Autres charges	896,94 €

- Des charges de pénalités et amendes (16.4k€).

Les clauses de pénalités du nouveau marché des Collèges ont engendré 15 k€ d'amendes principalement liées à des absences de médiateurs.

VII – RÉMUNÉRATION DES TROIS PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS SALAIRES

Ces rémunérations versées, charges patronales incluses s'élèvent à :

264 281€

Au titre de l'exercice 2023, il n'y a pas d'avantage en nature.